

Le Danemark veut réduire les pouvoirs de Bruxelles.

Article rédigé par *Novye Izvestia*, le 29 juin 2016

[Source : Sputnik]

Depuis que les Britanniques ont décidé de quitter l'UE, le "navire bruxellois" chavire.

Les partis nationalistes d'opposition de plusieurs États du Vieux Continent veulent eux aussi organiser des référendums sur cette question — mais la plupart des gouvernements et des parlements prennent la défense de l'UE, rappelant à leurs citoyens l'importance de préserver cette institution en s'abstenant de la critiquer en ces temps difficiles. Exception faite du Danemark.

Tous les partis parlementaires danois se sont dits déterminés à démanteler l'UE sous sa forme actuelle. Le premier ministre danois Lars Løkke Rasmussen a ainsi déclaré que l'"union sociale" faisait partie du passé. "Bruxelles doit s'occuper uniquement de la croissance économique, de l'emploi, de la sécurité et des frontières extérieures. Toute autre ingérence dans les affaires intérieures des États membres — des directives sur l'établissement du système de sécurité sociale aux indications sur les quotas de femmes dans les directions des compagnies — doit disparaître", a noté le chef du gouvernement lors d'une réunion extraordinaire du parlement.

"Seule une forte réduction des pouvoirs de Bruxelles lui rendra son attractivité aux yeux des Européens", estime le premier ministre danois.

Le Danemark cherchera donc à ce que l'UE adopte volontairement des réformes. Si cela n'aidait pas, le pays organiserait un référendum sur sa sortie de plusieurs accords passés avec l'UE — le Danemark a déjà l'expérience d'une telle "amputation" des pouvoirs de Bruxelles.

Un référendum organisé à l'initiative du Parti populaire danois s'est récemment tenu dans le pays, dont les résultats ont montré aux eurosceptiques un moyen moins radical de réduire les appétits de Bruxelles que la solution britannique: le gouvernement avait proposé aux citoyens de se prononcer pour ou contre l'adhésion du pays à la coopération européenne dans le domaine de la police et de la justice.

"Si le Danemark plaçait le règlement des questions judiciaires et policières sous la supervision de Bruxelles, il perdrait à terme le droit de déterminer sa politique dans le domaine de l'immigration", avaient alors déclaré les populistes.

Au final, les eurosceptiques l'ont remporté avec 53,1% contre l'adhésion à la coopération paneuropéenne sur les questions judiciaires.

L'exemple danois de "divorce progressif" de l'UE, selon les analystes, sera plus attractif pour plusieurs pays européens que la voie choisie par les Britanniques, car il permettrait aux eurosceptiques d'attirer de leur côté les citoyens hésitants qui ont peur des changements radicaux.

Novye Izvestia